

“L’objectif électoral, c’est de faire entre 13 et 15 %”

- Le nouveau duo qui préside Ecolo est en place depuis un an exactement.
- La coprésidente Zakia Khattabi veut que son parti renoue avec la société civile.
- Des personnalités historiques d’Ecolo qui avaient pris leurs distances vont revenir au bercail.

“On n’assumait plus la connexion avec la société civile”

Entretien Frédéric Chardon et Antoine Clevers

Cela fait exactement un an qu’elle pilote Ecolo en duo avec Patrick Dupriez. Le 22 mars 2015, Zakia Khattabi a hérité d’une formation politique déboussolée par la débâcle électorale de mai 2014. L’heure du premier bilan est venue. Depuis qu’elle est coprésidente, elle note dans un cahier Atoma vert (forcément) les réflexions que lui inspirent ses fonctions. *“Etre présidente, c’est une expérience, confie-t-elle. J’ai découvert un sérail très fermé, celui des présidents de parti et des lieux de pouvoir. Celui des élites économiques et sociales qui font la Belgique. C’est fascinant.”*

Que contient votre cahier ?

Je réfléchis beaucoup à ce qui guide les hommes et les femmes politiques. Contrairement à mes homologues présidents, je n’ai pas trente ans de carrière derrière moi. Avant de devenir présidente, j’avais juste été députée pendant cinq ans. Et je constate que ce qui les guide, ce n’est plus la question du sens et du projet, mais la répartition des parts de marché électorales.

Ce n’est pas le cas d’Ecolo ?

Non, je ne le crois pas. On ne se censure pas. Parfois, on met sur la table des propositions qui semblent révolutionnaires. En matière d’asile, par exemple, nous assumons un discours d’ouverture, alors

que les autres partis se regardent en chiens de faïence. Le calcul politique, aujourd’hui, consiste à se demander ce que l’homme de la rue veut. Or, cet enjeu des parts de marché renvoie les gens aux choses les plus immédiates, parfois les moins nobles. On le voit sur l’asile. Si les gens se désintéressent de la politique, c’est parce qu’ils sont en recherche de sens de la part des politiques. Sans cela, ils s’en détournent.

Les anciens coprésidents, Emily Hoyos et Olivier Deleuze, étaient-ils dans la logique que vous dénoncez ?

On ne serait pas là, maintenant, à dresser le bilan d’une année de coprésidence si tout s’était bien passé... Il y a effectivement quelque chose qu’on a mal fait. Il y a eu un désamour envers Ecolo. Mais ça n’a jamais porté sur le fond de notre projet, plutôt sur la manière de le porter et l’incarner. Ecolo est né de la société civile. Sous la précédente législature, on n’assumait plus la connexion avec elle, on restait dans les cercles organisés, institutionnels. Depuis un an, on s’attelle à restaurer la confiance.

Ecolo est-il encore cet aiguillon de la politique qu’il a prétendu être ?

En tout cas, on a toujours vocation à l’être. Globalisation des revenus, partage du temps de travail... Ce sont des propositions qu’on défend depuis longtemps et que le PS a l’air de redécouvrir. Même chose pour le budget mobilité. Il y a une contamination de nos idées. On

reste un aiguillon, mais il y a une difficulté à reconnaître ce que nous avons apporté.

A vous entendre, vous amenez les idées, les autres partis s’en emparent, et on ne reconnaît pas les mérites d’Ecolo... C’est la quadrature du cercle, ça ?

Mais non ! Il faut encore voir ce que les autres partis font de ces idées. A quelques jours d’intervalle, j’ai vu la gauche (avec le président du PS Elio Di Rupo) inaugurer un nouvel Ikea, et la droite (avec le Premier ministre MR Charles Michel) était chez Lidl... Gauche et droite sont dans le même modèle économique, ils ne remettent pas les fondements en question. C’est le vieux monde productiviste, le tout à la globalisation, à la standardisation, avec tout ce que cela induit comme nivellement de nos standards sociaux et environnementaux. Nous, nous proposons un projet alternatif, celui d’une économie ancrée sur les territoires, durable. C’est cela notre différence.

“Ecolo n’est pas une armée où un seul donne le ton et puis tout le monde suit. Le revers de la médaille, c’est que parfois c’est compliqué à gérer...”

Pas de tabou Ecolo sur le Roi: “Je suis républicaine”

En 2002, Ecolo s'était prononcé en faveur de la république et, à court terme, de la diminution des pouvoirs du Roi. Puis, le parti a fait marche arrière. Aujourd'hui, Ecolo n'en parle plus du tout. Un tabou?

Non. Je suis très à l'aise: je suis républicaine. Mais est-ce que, franchement, cela anime le débat public?

Quand même, oui...

Ce débat sur la monarchie n'est pas un marqueur identitaire chez Ecolo. Tout comme la laïcité, par exemple. On n'a pas de positions historiques auxquelles on se réfère dans ce domaine. Si j'avais été à la tête du parti en 2002, on n'aurait peut-être pas eu ce débat. La singularité des écologistes, c'est que le parti n'est pas une armée où une seule personne donne le ton et tout le monde suit. Le revers de la médaille, c'est que, parfois, c'est compliqué à gérer...

Faut-il faire évoluer les structures internes du parti? L'assemblée générale, le conseil de fédération, etc., n'est-ce pas trop lourd?

Nous nous sommes engagés dans une dynamique d'ouverture. On ouvre de l'espace à la société civile. On veut, par exemple, réaffirmer dans nos statuts que les citoyens peuvent nous interpeller et nous alimenter dans la construction d'une position politique. Il faut leur permettre de nous transformer, il

ne s'agit pas de leur faire prendre leur carte de parti... Par exemple, Olivier De Schutter, le professeur de l'UCL, spécialisé dans le domaine des droits de l'homme, a été chargé d'une mission pour nous. Mais il n'a pas pris sa carte pour autant. Tous les partis doivent évoluer, le modèle classique est dépassé. On voit bien que les gens s'organisent en dehors des formations politiques. Il n'y a pas de recette miracle, elle reste à réinventer. Regardez Podemos en Espagne: le parti est organisé autour d'un messie – Pablo Iglesias – entouré de quelques personnes éclairées...

Ecolo trouve-t-il le bon ton?

Il y a des membres historiques d'Ecolo qui repointent le bout de leur nez. Ils vont arriver, je ne vais pas donner de noms. Il s'agit de personnes qui avaient pris leurs distances vis-à-vis d'Ecolo. La reconnexion avec ce qui fonde l'écologie politique, le fait d'assumer la radicalité, les a fait revenir. On est en train de renforcer notre base historique, qui va nous permettre de repartir à l'assaut.

A l'assaut... du pouvoir?

Pas du pouvoir pour le pouvoir. Mon premier objectif, c'est de renforcer mon assise électorale. On monte au pouvoir si on peut peser dans les majorités. Je lisais dans “La Libre” que le PS veut revenir au fédéral et le MR dans les Régions. Mais pour faire quoi? La chasse aux chômeurs, c'est le PS, il ne faut pas l'oublier.

Quels sont vos objectifs électoraux pour 2019 alors que vous étiez tombés à 8% (en Wallonie) aux dernières élections?

Notre enjeu, il est ailleurs. On veut restaurer la confiance avec la société civile. C'est ça le boulot de terrain. Mais s'il faut donner un objectif chiffré, c'est de faire entre 13 et 15%. Ce serait un bon début.

Vous parlez de radicalité, mais c'est surtout le PTB qui assume la radicalité politique, non?

Cette radicalité-là, je la laisse au PTB.

Récemment, le député wallon MR Georges-Louis Bouchez a appelé à lutter contre la participatie. On entend également moins Ecolo sur les questions de moralisation de la vie politique...

Je comprends que Georges-Louis Bouchez porte ce débat-là quand on voit comme la démocratie vit dans son propre parti... Chez Ecolo, pour les élections internes, il y avait une autre équipe en face. J'ai été élue à 60%, pas à 99% comme dans les autres partis. Que Georges-Louis continue, qu'il porte ce projet. Chez Ecolo, on peut même lui

expliquer comment ça marche...

“Il n'y a pas de recettes miracles. Regardez Podemos en Espagne: le parti est organisé autour d'un messie – Pablo Iglesias – entouré de quelques personnes éclairées...”